La voix de l'opposition de gauche

Le 15 avril 2018

CAUSERIE

Causerie au format pdf (pages)

Comme je m'y attendais non sans une certaine angoisse tout de même, les frappes contre la Syrie par le gang de Washington, Paris et Londres ont été symboliques, parce que la fin de la partie était déjà sifflée entre les Américains et les Russes, confirmant en partie l'analyse qui avait été fournie par Thierry Meyssan (Réseau Voltaire).

A ce propos, j'ai adressé hier un courriel à Damas en solidarité avec le peuple syrien.

A la suite de l'Etat sioniste, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne sont devenus officiellement des Etats terroristes.

Vous voulez vous payer une bonne tranche de fou rire pour vous détendre un peu, lisez donc le rapport que le gouvernement français a pondu sur la soi-disant attaque chimique de la Ghouta en Syrie qu'il a imputé au gouvernement syrien, le plus sérieusement du monde, il repose sur des documents circulant sur Internet sans en fournir les origines, délirant, et c'est tout ce qu'il a trouvé en quise de preuve. Extrait :

- "Les services français ont procédé à l'analyse des témoignages, photos et vidéos apparus spontanément sur les sites spécialisés, dans la presse et les réseaux sociaux dans les heures et jours qui ont suivi l'attaque", ceux des barbares, ou encore "Les experts français ont analysé les symptômes identifiables sur les images et vidéos rendues publiques" par les mêmes barbares, édifiant!
- Télécharger ce rapport de 8 pages

Ce rapport a été décrypté par le blog Les-Crises.fr :

L'article Les-Crises.fr

<u>Ils osent tout, c'était un constat, un di</u>agnostic, c'était prévisible.

Souvenez-vous.

Nous avons affirmé dans de nombreuses causeries, qu'ils avaient l'intention d'instaurer un nouvel ordre mondial qui prendrait la forme et le contenu d'une monarchie absolue, nous y sommes.

On est retourné à l'Ancien Régime quand le monarque disposait du droit de vie ou de mort sur ces sujets sans autre formalité, sans s'embarrasser de lois et sans avoir de compte à ne rendre à personne. Quoi d'étonnant à ce que l'absolutisme s'empare du politique, puisque l'économie y était déjà soumis depuis des décennies.

A partir du moment où le principe de la loi du plus fort est légitime, la notion de droit disparaît, ce qui confirme que s'en réclamer était désuet puisqu'il reposait sur une base faussée d'avance au

profit de celui qui détenait le pouvoir. Il en va ainsi du droit international cher aux intellectuels petits bourgeois ou aux classes moyennes.

On se retrouve confronté à une situation où le fait du prince ou l'arbitraire le plus total a valeur de loi ou principe suprême, tandis que les esclaves que nous sommes ne disposent d'aucun pouvoir pour s'y opposer, hormis celui de se soulever pour le renverser, donc la question est à l'ordre du jour.

Le pouvoir discrétionnaire que le monarque s'octroie est sans limite, puisqu'à notre insu il peut nous entraîner dans une guerre. Il n'a pas besoin de l'aval du Parlement, puisque la Constitution de la Ve République lui octroie ce pouvoir exorbitant. Donc l'abolition de la Constitution de la Ve République est également à l'ordre du jour.

Je m'excuse d'avoir eu raison un peu trop tôt peut-être, cela se discute.

On pouvait estimer qu'il était trop tôt pour avancer ce mot d'ordre ou sur cet axe politique, quand on ne comprenait pas que l'évolution de la situation tendait inéluctablement vers le totalitarisme, de nombreux signes permettait de confirmer cette orientation, mais on n'a pas souhaité en tenir compte, comme tant d'autres choses d'ailleurs, hélas! Cela découlait logiquement du développement de la crise du capitalisme qu'on a évoqué à tort et à travers pour finalement passer à côté de l'essentiel. Donc la liquidation du capitalisme est aussi à l'ordre du jour.

Lu dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs.

- "à l'heure où le gouvernement, plein de mépris et d'arrogance vis-à-vis des syndicats, exige d'eux qu'ils se plient à une concertation qui n'est rien d'autre que la vieille recette de l'association capital-travail".

Ils s'y plient volontiers. Comme si le gouvernement avait vraiment besoin de leur forcer la main, ce sont eux qui sont demandeurs. Rappel (causerie d'hier) :

- L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'ouverture de négociations approfondies". (AFP 13.04)
- D. Gluckstein ignorerait-il la véritable nature des appareils des syndicats ?

Quand j'affirme que les dirigeants trotskystes (POID, POI, NPA, LO) n'ont jamais cessé de ménager ces agents du capital, je n'invente rien.

Et qui fait l'amalgame entre les dirigeants syndicaux vendus et les militants syndicaux qui sincèrement combattent au côté des travailleurs ? Certainement pas moi. Qui colporte des illusions sur leurs réelles intentions auprès des militants et travailleurs ? Certainement pas moi.

Question à mes camarades trotskystes : Quelle en est la signification politique ?

De quel pays s'agit-il?

- Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). ont estimé dans un rapport (...) que si les opérations de vote s'étaient déroulées dans des conditions satisfaisantes, la capacité des électeurs à voter en connaissance de cause avait en revanche été entravée par la "rhétorique xénophobe" ambiante et la "partialité des médias".

De quel pays s'agit-il? De la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis?

Réponse : Non, de la Hongrie qui est dans le collimateur de Washington et Bruxelles. (source AFP 14 avril 2018)

L'Agence Française de propagande est devenue la pire agence de presse en matière de fake news.

Reuters 14 avril 2018 - **Plusieurs milliers de personnes** ont défilé samedi à Budapest contre ce que les organisateurs de la manifestation ont qualifié de système électoral injuste qui donne au Premier ministre Viktor Orban une large victoire au parlement après les élections législatives.

AFP 14 avril 2018 - Des dizaines de milliers de Hongrois ont manifesté samedi à Budapest pour protester contre la réélection du Premier ministre Viktor Orban, l'accusant d'avoir faussé le vote il y a une semaine, selon des journalistes de l'AFP.

Pourquoi pas des centaines de milliers ou des millions pendant qu'ils y sont!

Dossier sur la Syrie.

Voilà ce qui les rend fou de rage.

- Syrie: l'armée annonce la reprise totale de l'enclave rebelle dans la Ghouta - AFP 15 avril 2018

L'armée syrienne a annoncé samedi avoir repris intégralement l'enclave rebelle dans la Ghouta orientale près de Damas après l'évacuation des derniers insurgés de la ville de Douma, au terme d'une offensive dévastatrice de près de deux mois. AFP 15 avril 2018

- Syrie: manifestation pro-Assad après les frappes occidentales - euronews 14 avril 2018

Quelques heures à peine après les frappes occidentales en Syrie, Bachar al-Assad est arrivé comme si de rien n'était dans ses quartiers.

Aux yeux des manifestants venus afficher leur soutien au président Assad, l'opération occidentale serait plutôt le signe de la victoire du régime, après avoir repris le bastion rebelle de la Ghouta orientale, aux portes de la capitale. euronews 14 avril 2018

S'agirait-il d'un aveu ?

- Les mensonges sur la guerre en Irak et en Libye hantent aujourd'hui la Syrie - Le HuffPost 15 avril 2018

Quand ils lâchent le morceau.

- Et si la situation entre la Russie et les États-Unis était moins explosive qu'on ne veut bien le laisser entendre? - Le HuffPost 15 avril 2018

Le NPA reprend la rhétorique des va-t-en-guerre qui bombardent la Syrie.

Page Facebook de Révolution Permanente

"Depuis lundi les bombardements occidentaux contre le régime d'Assad semblent imminents. Alors que certains se résignent à dire que cette offensive est la seule alternative, comme précédemment en Irak et en Libye, ces interventions ont démontré que, au contraire, l'action des puissances impérialistes n'arrêtera pas la guerre et ne résoudra aucun problème."

Entendez par là, que ce ne sont pas eux qui sont à l'origine des guerres "des puissances impérialistes" contre l'Irak, la Libye, la Syrie, l'Afghanistan, etc.

Ils peuvent ajouter pour faire bonne mesure à une minute d'intervalle, ils ont dû s'apercevoir qu'il manquait quelque chose "Il faut dire NON aux bombardements français !", pourquoi ne l'ont-ils pas dit AVANT ? Et puis ils n'ont rien fait pour mobiliser contre, ils s'en foutent en somme, la méthode éculée des raclures staliniennes ou sociaux-néolibéraux pour se faire passer pour de vaillants révolutionnaires.

A ma connaissance, aucun parti ouvrier n'avait appelé à un rassemblement ou une manifestation contre la menace de bombardement de la Syrie. Ils ont tous déserté le combat politique, honte à eux! Et après il faudrait leur faire confiance, vous voulez rire ou quoi, quelle inconscience!

En totalitarisme. Ils osent tout et plus encore.

- Syrie: La France défend une action légitime, "objectif atteint" Reuters 14.04
- Après les frappes en Syrie, la France publie son rapport (mais pas encore de preuves) sur l'attaque chimique à Douma Le HuffPost
- Frappes en Syrie: "Justifiées", mais "ne suffisent pas" selon Hollande AFP 14.04
- 7 ans après le début la guerre, le "lion" Assad, plus que jamais roi de la jungle en Syrie Le HuffPost 14.04

Affaire Skripal

- Skripal: l'OIAC a trafiqué les résultats de son enquête, selon Lavrov - AFP 14 avril 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a trafiqué les résultats de son enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal pour accuser la Russie, a affirmé samedi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Selon Sergueï Lavrov, qui a indiqué que la Russie a reçu ces informations de manière confidentielle, le laboratoire suisse de Spiez, spécialisé dans les menaces chimiques, a envoyé à l'OIAC les résultats de son analyse à partir d'échantillons prélevés à Salisbury (sud de l'Angleterre), où Sergueï Skripal et sa fille ont été empoisonnés.

"La substance BZ a été découverte dans tous les échantillons. Le BZ est un agent neurotoxique (...), cette substance était en service en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'Otan. Elle n'a jamais été utilisée en URSS et en Russie", a-t-il ajouté.

"Le BZ n'est pas mentionné dans le rapport de l'OIAC. Nous nous demandons pourquoi cette information, qui reflète les conclusions des spécialistes du laboratoire de Spiez, a été omise dans ce document", a poursuivi le chef de la diplomatie russe.

"Et si l'OIAC réfute sa collaboration avec le laboratoire de Spiez, il sera intéressant d'écouter leurs explications", a encore déclaré M. Lavrov. AFP 14 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

<u>Puisque Macron martèle qu'il ne reculera pas, il faut appeler à le reverser, tout autre orientation est opportuniste.</u>

Grille de lecture.

Les despotes au pouvoir ont placé la barre très haut en affichant leurs intentions. Il y a ceux dont nous sommes qui sont déterminés à la briser ou à la franchir, et il y a ceux qui s'apprêtent à ramper pour passer en dessous.

Macron et Philippe se sont présentés en jusqu'au-boutistes, et bien soyons-le aussi!

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dès lors qu'on ne tient pas compte de la détermination affichée par Macron, bien des travailleurs qui étaient prêts à l'affronter vont se décourager ou estimez être trahis à juste titre. Il faut faire germer dans la tête des travailleurs l'idée qu'il ne reste plus qu'une seule solution : Se mobiliser pour le renverser. Tout le reste est du baratin.

- Aux côtés des syndicats à Marseille, Jean-Luc Mélenchon appelle à l'unité contre Emmanuel Macron - Franceinfo 14 avril 2018

Il appelle à "rompre la cloison" entre politiques et syndicats, et à une unité "dans tous le pays" contre Emmanuel Macron.

Dans le carré de tête, le chef de file des Insoumis a défilé aux côtés des responsables départementaux de la CGT, de la FSU, de Sud, de l'Unef ou encore du PCF et d'Attac. L'ancien candidat NPA à l'élection présidentielle, Philippe Poutou, était également présent.

"Le problème de l'unité et de la convergence est posé depuis le début", a réagi de son côté Philippe Poutou. "Pour faire reculer le gouvernement, il faut être des millions dans la rue, il faut combattre ce qui nous divise", a-t-il poursuivi. "Il faut arrêter les conneries." Franceinfo 14 avril 2018

Vous aurez noté que ce sont les mêmes appareils syndicaux qui appellent à "l'ouverture de négociations approfondies" avec le gouvernement.